



Arrêt

**n°90 897 du 31 octobre 2012
dans l'affaire X / III**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 juillet 2012, par X, qui déclare être de nationalité russe, tendant à l'annulation de la décision, prise le 28 juin 2012, déclarant irrecevable sa demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, ainsi que de l'ordre de quitter le territoire consécutif.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 25 juillet 2012 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 25 septembre 2012 convoquant les parties à l'audience du 19 octobre 2012.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. KEMPENEER, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me B. PIERRARD *loco* Me E. DERRIKS, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

Le requérant est arrivé en Belgique à une date que l'examen du dossier administratif ne permet pas de déterminer avec certitude.

Par un courrier du 14 septembre 2011, il a introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980. Cette demande a été complétée le 3 mai 2012.

En date du 28 juin 2012, la partie défenderesse a pris une décision d'irrecevabilité de la demande. Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est motivée comme suit :

« *MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.*

L'intéressé déclare résider en Belgique depuis février 2007. Néanmoins, d'après le dossier administratif de l'intéressé, il appert qu'il a été rapatrié au pays d'origine en date du 22.10.2007. Il est revenu en Belgique à une date indéterminée sans visa. Il s'est installé en Belgique de manière irrégulière sans déclarer ni son entrée ni son séjour auprès des autorités compétentes. Il séjourne sans chercher à obtenir une autorisation de séjour de longue durée autrement que par la demande introduite sur base de l'article 9bis. Le requérant n'allègue pas qu'il aurait été dans l'impossibilité, avant de quitter son pays d'origine ou de résidence à l'étranger, de s'y procurer auprès de l'autorité compétente les autorisations nécessaires à son séjour en Belgique. Il s'ensuit qu'il s'est mis lui-même et en connaissance de cause dans une situation illégale et précaire et est resté délibérément dans cette situation, de sorte qu'il est à l'origine du préjudice qu'il invoque (CE. 09 juin 2004, n° 132,221).

Le requérant invoque la durée de son séjour (déclare être arrivé en Belgique en février 2007 mais rapatrié le 22.10.2007) ainsi que son intégration. Au sujet de son intégration, il invoque le fait d'être complètement assimilé, parlant parfaitement une des langues nationales. Cependant, rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Il en résulte que la longueur du séjour et les liens affectifs, sociaux et économiques établis en Belgique ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (Conseil d'Etat - Arrêt n° 100.223 du 24/10/2001). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26/11/2002).

Quant au fait que le requérant est de conduite et moralité irréprochable, cet élément ne constitue raisonnablement pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire vers le pays, étant donné que ce genre de comportement est attendu de tout un chacun et qu'il s'agit même d'une condition nécessaire à quelque autorisation de séjour que ce soit.

Concernant le fait que le requérant a trouvé du travail depuis des années (l'intéressé produit aussi un contrat de travail et une demande de permis de travail dans son complément du 03.05.2012) et qu'il ne dépend d'aucune instance sociale ou caritative, notons que ces arguments ne peuvent constituer des circonstances exceptionnelles car l'intéressé n'a jamais été autorisé à travailler et n'a jamais bénéficié d'une autorisation de travail. Aussi le désir de travailler et le fait de ne pas dépendre d'aucune instance sociale ou caritative ne sont donc pas des éléments qui permettent de conclure que l'intéressé se trouve dans l'impossibilité ou la difficulté particulière de procéder par voie diplomatique pour régulariser son séjour en Belgique.

L'intéressé déclare également satisfaire aux conditions de régularisation de l'instruction du 19.07.2009 relative à l'article 9bis de la loi sur les étrangers. Rappelons à l'intéressé que l'instruction du 19.07.2009 relative à l'article 9bis de la loi sur les étrangers a été annulée par le Conseil d'Etat en date du 11.12.2009. Dès lors, la demande de l'intéressé n'est pas examinée sur base de ladite instruction. Enfin, l'intéressé invoque le fait de cohabiter avec son amie, Madame [J. K.], de nationalité russe et séjournant légalement en Belgique. Il ajoute que sa compagne est enceinte de 9 mois (au moment de l'introduction de la présente demande). Notons d'abord que ni l'enquête de résidence établie en vue de l'introduction de la présente demande ni le dossier administratif de sa compagne ne démontrent une quelconque cohabitation. De plus, l'intéressé a complété sa demande de régularisation en date du 03.05.2012, mais n'a pas produit un acte de naissance de l'enfant qui était sur le point de naître au moment de l'introduction de la présente demande. Or, il incombe au requérant d'étayer son argumentation (Conseil d'Etat du 12/07/2001 n° 97.806). Ajoutons aussi que l'obligation de retourner dans le pays d'où l'on vient n'est, en son principe même, pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie familiale et privée. Cette obligation n'emporte pas une rupture des relations familiales et privée, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Tribunal de Première instance de Bruxelles, Audience Publique des Référés du 18/06/2001, n° 2001/536/C du rôle des Référés).»

Le 2 juillet 2012, la partie requérante s'est vue notifier un ordre de quitter le territoire consécutif à la décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour. Cette décision, qui constitue le second acte attaqué, est motivée comme suit :

Demeure dans le Royaume sans être porteur des documents visés par l'article 2 de la loi : n'est pas en possession de son visa (Loi du 15.12.1980 Article 7, al. 1,1°. L'intéressé n'a pas fait de déclaration d'arrivée et n'a pas de cachet d'entrée dans son passeport, sa date d'arrivée sur le territoire est indéterminée. Décision de l'Office des Etrangers du 28.06.2012»

2. Exposé du moyen d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation de « *la directive ministérielle du 19-07-2009 et de l'instruction de l'Office des étrangers* ».

2.2. Dans ce qui peut s'analyser comme une première branche, elle fait grief à la partie défenderesse d'écarter l'instruction du 19 juillet 2009 relative à l'application de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre, au motif que cette instruction a été annulée par le Conseil d'Etat objectant que le Secrétaire d'état s'est pourtant engagé à appliquer ses critères dans le cadre de son pouvoir discrétionnaire.

2.2. Dans ce qui peut être considéré comme une seconde branche, elle expose que « *il y a lieu de considérer comme principe de base qu'il et (sic) question de situation humanitaire urgente si l'éloignement du demandeur était contraire aux traités internationaux relatifs aux Droits de l'Homme, notamment de la Convention internationale des droits de l'Enfant et de la C.E.D.H.* »

Invoquant sa cohabitation avec sa compagne russe, résidant légalement en Belgique, et l'enfant commun et en conséquence une vie familiale effective, elle soutient que « *cette situation doit être considérée comme situation urgente, qui ne doit pas empêcher madame la Secrétaire d'Etat ou son délégué d'utiliser son pouvoir discrétionnaire dans d'autre cas cités en l'article 2 de la directive du 19-07-2009* ».

3. Discussion.

3.1. Sur la première branche du moyen unique, s'agissant de l'application de l'instruction du 19 juillet 2009 relative à l'application de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil ne peut que rappeler que l'instruction précitée a été annulée par l'arrêt n°198.769 du Conseil d'Etat du 9 décembre 2009. Il rappelle également que l'annulation d'un acte administratif par le Conseil d'Etat fait disparaître cet acte de l'ordre juridique avec effet rétroactif et que cette annulation vaut « *erga omnes* ». Par conséquent, le Conseil ne peut avoir égard aux critères de l'instruction du 19 juillet 2009 censée n'avoir jamais existé, dans le cadre de son contrôle de légalité et il ne saurait être fait grief à la partie défenderesse de ne pas les avoir appliqués.

Les engagements que l'autorité administrative aurait pris ultérieurement à cet égard ne sont pas de nature à énerver le constat qui précède, dès lors qu'ils entendent confirmer une instruction jugée illégale par le Conseil d'Etat.

3.2. Sur la seconde branche, le Conseil entend également rappeler que l'exposé d'un « moyen de droit » requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué. En l'occurrence, à défaut pour la partie requérante d'indiquer quelles dispositions spécifiques de la Convention internationale des droits de l'Enfant ont été précisément violées, le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de cette convention.

Enfin, en ce qu' une lecture bienveillante de la requête permet toutefois de considérer que la partie requérante invoque la violation de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Conseil il rappelle que cette disposition qui fixe le principe suivant lequel toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance, n'est pas absolue. Ainsi, l'alinéa 2 de cette disposition autorise l'ingérence de l'autorité publique, pour autant que celle-ci soit prévue par la loi et constitue une mesure nécessaire à certains impératifs précis qu'elle énumère. Le Conseil rappelle également que la jurisprudence de la Cour a, à diverses occasions, considéré que cette disposition ne garantissait pas en tant que tel le droit pour une personne le droit de pénétrer et de s'établir dans un pays dont elle n'est pas ressortissante. En l'espèce, la décision attaquée est prise en application de la loi du 15 décembre 1980 dont les dispositions doivent être considérées comme constituant des mesures qui, dans une société démocratique, sont nécessaires pour contrôler l'entrée des non nationaux sur le territoire national (voir notamment les arrêts Abdulaziz, Kabales et Balkandali du 28 mai 1985, et Cruz Varas et autres du 20 mars 1991).

Dès lors que l'obligation de retourner dans le pays d'origine pour y introduire une demande d'autorisation de séjour n'implique pas une rupture des relations familiales et privées mais seulement un éventuel éloignement temporaire du milieu belge, à supposer même que l'acte attaqué puisse constituer en l'espèce une ingérence dans la vie privée ou familiale de la partie requérante, force serait de constater que celle-ci reste quant à elle en défaut d'établir *in concreto* le caractère déraisonnable ou disproportionné de l'ingérence qui serait ainsi occasionnée.

Au regard de ce qui précède, il appert que la partie défenderesse a pu sans violer cette disposition, estimer que la demande d'autorisation de séjour introduite par la partie requérante était irrecevable.

S'agissant enfin de l'articulation du moyen qui tend à reprocher à la partie défenderesse de ne pas avoir usé de son pouvoir discrétionnaire en l'espèce, force est de constater qu'elle manque en fait, la motivation de l'acte attaqué témoignant de ce que la partie défenderesse a pris soin de ne pas examiner les arguments contenus dans la demande d'autorisation de séjour uniquement sous l'unique angle de l'instruction évoquée supra, et qu'elle a exercé le large pouvoir d'appréciation que lui confère l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

S'agissant de l'existence d'une vie familiale effective avec sa compagne et l'enfant commun, le Conseil relève qu'elle est contestée par la décision au terme d'une motivation qui n'est pas précisément contestée par la partie requérante.

3.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen unique ne peut être accueilli en aucune de ses branches.

4. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La requête en annulation est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente et un octobre deux mille douze par :

Mme M. GERGEAY,

Président F. F., juge au contentieux des étrangers

Mme A. P. PALERMO,

Greffier.

Le greffier,

Le président,

A. P. PALERMO

M. GERGEAY